

**MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE**

**FRANCE/EMIRATS ARABES UNIS :  
UNE COOPERATION EQUILIBREE**

**LCL ALAKBARI  
EMIRATS ARABES UNIS  
5e PROMOTION DU CID (Gr C4)  
1997 - 1998**

# MEMOIRE DE GEOLOGITIQUE

## FRANCE/EMIRATS ARABES UNIS : UNE COOPERATION EQUILIBREE

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>3</b>
<b>LES DESTINS DES DEUX PAYS PRESENTENT DE GRANDES SIMILITUDES.....</b>	<b>3</b>
SIMILITUDES AU NIVEAU POLITIQUE .....	3
SIMILITUDES AU NIVEAU MILITAIRE .....	4
SIMILITUDES AU NIVEAU ECONOMIQUE.....	4
CONCLUSION SUR LES DESTINS DES DEUX PAYS.....	4
<b>LA NATURE DES LIENS QUI UNISSENT LES DEUX PAYS.....</b>	<b>5</b>
SECURITE.....	5
<i>Accord de défense</i> .....	5
<i>Construire l'interopérabilité</i> .....	6
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.....	6
<b>LES CARTES MAITRESSES DES DEUX PAYS.....</b>	<b>7</b>
LA PETROCHIMIE POUR LES EAU AU SEIN DU MONDE ARABE.....	7
<i>La production de composés pétrochimiques</i> .....	7
<i>Un secteur industriel atomisé</i> .....	8
<i>Une nécessaire coopération au sein du monde Arabe</i> .....	9
<i>Problèmes et obstacles</i> .....	10
LA HAUTE TECHNOLOGIE, FACTEUR DE DEVELOPPEMENT DE LA FRANCE AU SEIN DE L'EUROPE .....	11
<i>Puissance nucléaire membre du conseil de sécurité</i> .....	11
<i>Industrie militaire et haute technologie</i> .....	11
<b>UNE COOPERATION EQUILIBREE : ACHAT D'ARMEMENT ET ECHANGES COMPENSES (OFFSET) PETROCHIMIE .....</b>	<b>13</b>
LA PETROCHIMIE : UNE CHANCE POUR LES EAU ET LE MONDE ARABE.....	13
LES VENTES D'ARMEMENT : UNE CHANCE POUR LA HAUTE TECHNOLOGIE FRANÇAISE. ....	14
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>15</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>16</b>

## INTRODUCTION

Les EAU (Emirats Arabes Unis) et la France ont signé un accord de coopération incluant un volet particulier sur la défense.

Cette relation privilégiée entre les pays repose sur des destins similaires, des liens solidaires en matière de sécurité et de développement, et une collaboration équilibrée entre les deux pays sur la base de leurs intérêts respectifs : pétrochimie pour les EAU, haute technologie pour la France.

Après avoir développé ces différents aspects de l'association entre les deux pays, nous étudierons la possibilité d'amélioration de ces échanges croisés.

En effet, la collaboration équilibrée entre les EAU et la France renforce la position des EAU au sein du monde Arabe et de la France au sein de l'Europe. Ce renforcement tant politique que militaire et économique contribue à une stabilisation régionale durable tant dans le monde Arabe qu'en Europe.

### LES DESTINS DES DEUX PAYS PRESENTENT DE GRANDES SIMILITUDES

Le monde Arabe, tout comme l'Europe, présente des frontières assez floues. Les contours du monde Arabe varient selon que l'on considère l'AGCC (Arab Gulf Council Cooperation), les pays du Golfe, la ligue Arabe... De même les contours de l'Europe fluctuent selon que l'on considère la partie européenne de l'OTAN, l'Union Européenne, l'UEO...

Quels que soient les contours ou frontières du monde Arabe et de l'Europe, les EAU et la France y représentent une référence politique, militaire et économique.

#### *Similitudes au niveau politique*

Tout comme d'autres pays de la région, chaque Emirat est une monarchie traditionnelle Islamique, toutefois les EAU présentent un modèle de fédération unique dans cette partie du monde. L'autorité fédérale, représentée par le Conseil Suprême des Dirigeants, partage le pouvoir avec chaque Emirat, et le président est élu pour une durée de cinq ans. L'autonomie politique de chaque Emirat concerne en particulier les ressources naturelles, les taxes et la police. De plus les EAU préconisent depuis de longues années une politique de répartition des richesses nationales, ceci étant parfaitement illustré par le fait que la santé, la sécurité sociale et l'enseignement y sont gratuits.

Par contre, bien que plus grand et plus peuplé, le proche voisin, l'Arabie Saoudite, est un royaume monarchique avec un pouvoir centralisé.

Les EAU présentent donc, dans la région du Golfe, un exemple de gouvernement, certes semblable à ceux de ses voisins, mais avec un facteur d'originalité, en matière de partage du pouvoir, qui permet de le citer en exemple.

De façon parallèle, la France fait partie des démocraties occidentales. Toutefois, fortement attachée aux trois principes fondateurs de sa république qui sont la liberté, l'égalité et la fraternité, elle prône un modèle de démocratie "sociale" par opposition au modèle de démocratie "politique", à tendance plus libérale, de ses voisins.

On voit donc que, tout comme les EAU dans le Golfe, la France en Europe présente un modèle politique, certes proche de celui de ses voisins, mais toutefois suffisamment original pour pouvoir servir de référence.

### *Similitudes au niveau militaire*

La similitude entre les EAU et la France se voit aussi au niveau militaire. En effet, les EAU, membres du AGCC se posent en "challenger" de leur puissant voisin L'Arabie Saoudite. Cette position est illustrée par le rapport de forces présenté dans le tableau suivant (Jane's Sentinel - UAE 1997).

PAYS	VEHICULE BLINDE	AVION DE COMBAT	NAVIRE DE COMBAT
OMAN	207	30	4
QATAR	262	13	3
BAHRAYN	266	24	6
KOWEIT	642	52	2
EAU	986	72	10
ARABIE SAOUDITE	3215	252	17

De façon parallèle, la France fait partie de l'OTAN, mais sa position particulière en dehors des chaînes de commandement intégrées, la place en "challenger" de la puissance dominant l'alliance, les Etats Unis. Cette position s'est amplement illustrée ces derniers temps au sujet de la nationalité du commandement sud et de la réintégration de la France au sein de la chaîne de commandement de l'OTAN.

On voit donc au niveau militaire que, tout comme les EAU dans l'AGCC, la France dans l'OTAN présente une voix singulière.

### *Similitudes au niveau économique*

La découverte de pétrole dans les Emirats, en quantité commerciale, à la fin des années cinquante, peut sembler relativement tardive, comparée aux découvertes faites au Koweït avant la seconde guerre mondiale. Pourtant, dès le milieu des années soixante-dix, les EAU occupaient sans conteste une place primordiale parmi les producteurs mondiaux du précieux or noir. Toute estimation doit maintenant compter les EAU comme l'un des pays du monde détenteur de ressources en hydrocarbures les plus considérables. Les réserves confirmées de pétrole et de condensats se chiffrent à environ 98 milliards de barils (Emirats Arabes Unis- Revue annuelle 1996). Au taux actuel de production elles devraient durer encore au moins un siècle. Dans le reste du monde seuls l'Irak et l'Arabie Saoudite sont censés posséder des réserves supérieures à celles des EAU. Les EAU sont donc un acteur majeur de l'économie mondiale, le développement économique de cet état doit s'inscrire de fait dans le cadre du monde Arabe autour de la pétrochimie.

De façon parallèle, en tant que membre fondateur de la Communauté Economique Européenne, la place économique de la France s'inscrit naturellement au sein de l'Europe "en devenir". Les récents développements au sujet de la monnaie unique, et la ferme volonté politique assurée par le gouvernement français sur ce dossier (participation française dès l'introduction de la monnaie unique), renforce cette intégration.

On voit donc que les EAU doivent être un contributeur significatif à l'économie du monde Arabe par l'intermédiaire du pétrole et de ses dérivés. De façon parallèle, l'économie française doit imprimer sa marque au sein de la Communauté Economique Européenne.

### *Conclusion sur les destins des deux pays*

De par leur position unique dans le domaine politique, militaire et économique, les EAU et la France sont destinés à apporter une forte contribution à l'avenir du monde Arabe et de l'Europe. La coopération et les liens qui unissent les deux pays doivent servir à améliorer leurs positions respectives au sein de ces deux entités, comme cela est expliqué dans la suite de ce document.

## LA NATURE DES LIENS QUI UNISSENT LES DEUX PAYS

Les liens entre les deux pays sont à deux niveaux : sécurité et développement économique.

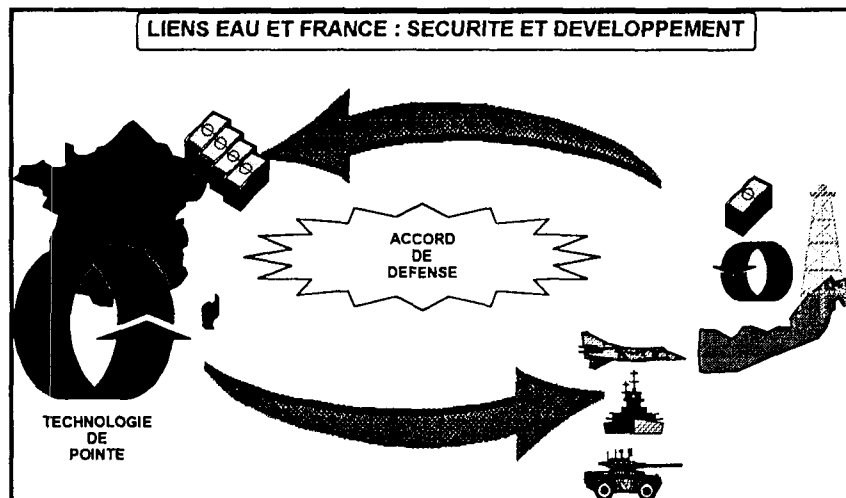
La sécurité comporte deux volets :

- Un accord de défense lie les EAU et la France face aux possibles agressions dans le Golfe. Ces agressions concernent aussi bien des attaques directes contre les EAU que des attaques indirectes contre les intérêts français dans la région (intérêts économiques et protection des ressortissants nationaux).
- L'interopérabilité nécessaire entre les forces des deux pays est renforcée par l'achat par les EAU d'armement français.

Le développement économique comporte aussi deux volets directement liés à la sécurité :

- La vente par la France d'armement permet de renforcer les technologies de pointe dans ce pays.
- Le programme d'échanges compensés (offset) lié aux achats d'armement sert de catalyseur au développement économique des EAU.

Les liens entre les deux pays sont illustrés par la figure suivante qui permet de mettre en évidence les thèmes de ces liens pour les deux pays, à savoir : sécurité et développement économique.



### Sécurité

#### Accord de défense

Compte tenu de leur position géographique dans le Golfe à proximité du détroit d'Ormuz et de l'existence d'un désaccord avec l'Iran (souveraineté sur les trois îles dans le Golfe), les EAU ont passé des accords de défense avec les USA et la France.

L'accord passé avec la France prévoit, en cas d'agression externe, l'envoi d'hommes de troupe, d'avions de combat et d'hélicoptères.

Cet accord est renforcé par des manoeuvres communes entre les forces armées des deux pays, ainsi que la formation de personnel des Emirats en France et sur place. Par exemple, pour l'armée de terre, les équipages d'AMX-30 et AMX-10 sont formés aux EAU par du personnel français de la COFRAS. De même, les équipages de MIRAGE 2000 sont formés sur place avec des instructeurs français. Enfin des entraînements conjoints entre la Marine des EAU et la Marine Nationale Française ont lieu régulièrement sur place.

## **Construire l'interopérabilité**

La mise en place des accords de défense implique une certaine interopérabilité entre les forces des EAU et les forces françaises. Cette interopérabilité est vérifiée et doit être améliorée (au niveau stratégique et tactique) en multipliant des exercices et entraînements communs. De plus, elle doit être facilitée (au niveau tactique et technique) par l'utilisation de systèmes d'armes identiques dans les deux pays.

Des besoins ont été exprimés concernant la modernisation des forces terrestres, aériennes (attaque au sol) et marines (lutte anti sous marine). Pour ces besoins aussi, l'industrie française a la capacité de répondre aux besoins des EAU, tout en tenant compte des contraintes d'interopérabilité.

La sécurité régionale est donc renforcée par un accord de défense entre la France et les EAU. Cet accord doit se concrétiser par une forte interopérabilité tant technique que tactique et stratégique, liée à des développements d'armement communs, une formation identique des personnels émiratis et français, et des exercices et manoeuvres conjoints.

## ***Développement économique***

La vente d'armement permet à la France de développer sa technologie de pointe, sachant que les transactions concernant les armements s'accompagnent souvent de programmes d'échanges compensés (offset).

Les EAU, tout comme l'Arabie Saoudite et le Koweït, incluent des programmes d'échanges compensés (offset) dans leurs achats d'armement. Selon ces plans, une partie du coût des accords d'armement avec des compagnies étrangères doit être investi dans des projets dans les EAU. Début 1993, le président du "Groupe d'Offset" des EAU, a déclaré qu'aucun contrat dans le domaine de la défense ne sera signé avec une compagnie refusant d'investir dans le pays. Il est clair que le programme des EAU comporte de la flexibilité et que la proportion du contrat devant être investi sur place peut ne pas dépasser 60% sur sept ans.

Cependant, il est évident que, compte tenu des programmes d'armement à l'horizon de la fin du siècle, les Emirats tiennent à renforcer leur infrastructure industrielle. Le but du "Groupe d'Offset" des EAU est de poursuivre les programmes d'investissement dans les domaines économiques et du bien être de la population, tout en diminuant la dépendance face aux revenus du pétrole brut.

Les échanges compensés (offset), liés aux programmes d'armement, doivent donc jouer un rôle de catalyseur pour le développement et de la diversification industrielle des EAU surtout dans le domaine de la pétrochimie.

## LES CARTES MAITRESSES DES DEUX PAYS

### *La pétrochimie pour les EAU au sein du monde Arabe*

De nombreux pays arabes disposent de ressources en hydrocarbures qui les placent en tête des pays producteurs. On estime le total des réserves en pétrole brut dans les pays de la région à 503,6 milliards de barils, soit approximativement 55% des réserves et 26,69% de la production mondiale. Quant aux ressources en gaz naturel, elles représentent avec 21,9 milliards de m<sup>3</sup>, 19,57% des réserves et 5,93% de la production mondiale. C'est au cours du onzième sommet arabe organisé à Amman en Jordanie en 1980, que le développement de l'industrie pétrochimique a été déclaré comme l'un des objectifs économiques principaux des pays de la région. L'Arab Industrial Development Organisation (AIDO) a proposé lors de sa 5ème conférence générale d'entamer elle-même les expertises et les études nécessaires à l'accomplissement de cet objectif. De nombreuses autres organisations régionales : The Arab Economic Council, Le Conseil de Coopération du Golfe d'Arabie (ACCG), l'Organisation des Pays Arabes Exportateurs de Pétrole (OAPEC), the Gulf Organisation for Industrial Consulting (GOIC), ont également été amenées à prendre des initiatives dans ce domaine.

Aujourd'hui de nombreux pays producteurs disposent d'un outil industriel performant de raffinage. La capacité annuelle de production de composés pétrochimiques est estimée à 10,7 millions de tonnes. Quelques 28 composés différents sont produits dans la région dont environ 17 en Arabie Saoudite (Petroleum Chemistry and Refining- Western Research institute 1997).

La consommation de composés pétrochimiques dans les pays arabes demeure étroitement liée à leur disponibilité, à leur prix, au développement des secteurs économiques qui les utilisent, ainsi qu'à l'existence de programmes de Recherche et Développement qui favorise le remplacement des produits traditionnels par leurs équivalents pétrochimiques.

Les marchés des pays du Moyen Orient sont encore loin d'avoir atteint leur degré de maturité, le potentiel économique du secteur pétrochimique peut encore y être avantageusement développé : le taux de consommation par habitant de dérivés pétrochimiques y est faible comparé à celui des pays industrialisés.

L'industrie pétrochimique est donc un secteur à forte croissance potentielle pour le développement économique des EAU.

### **La production de composés pétrochimiques**

Si l'on compare la production et la consommation des pays Arabes dans le domaine des composés pétrochimiques, une conclusion s'impose : les pays Arabes ne produisent pas la majorité des dérivés qu'ils consomment. Ils sont donc dépendants du marché mondial des approvisionnements. Cette dépendance doit être considérée en regard de la place prépondérante du monde Arabe dans le domaine de la production du pétrole brut.

Le développement de la pétrochimie dans les EAU doit servir à diminuer la dépendance du monde Arabe face au marché mondial des dérivés du pétrole. Ce développement doit permettre de renforcer les liens économiques régionaux autour des EAU, et donc la stabilité politique.

### **Un secteur industriel atomisé**

Le développement relativement récent de l'industrie pétrochimique dans la région, (la plupart des unités de production ont été construites entre 1975 et 1985), a connu un degré de coordination relativement faible. Cette industrie a surtout été bâtie afin de tirer le meilleur profit des richesses naturelles et financières de certains états de la région. Ceux-ci, influencés par des considérations nationales, ont inclus ce secteur dans leurs plans de développement pour l'utilisation du gaz naturel voire du gaz associé.

Certains pays, comme l'Algérie, l'Irak et l'Egypte ont construit leur industrie pétrochimique avant tout pour satisfaire leur marché intérieur et l'ont donc dimensionné en conséquence, oubliant les économies d'échelle et les marchés à l'exportation.

Les unités de production d'autres pays arabes, comme les EAU, l'Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, ou la Libye ont, quant à elles, été dimensionnées pour le marché international ce qui, par le biais des économies d'échelle, a réduit d'autant leurs coûts de production.

Ces stratégies de production diverses conjuguées au manque de coordination entre ces différents pays, ont conduit aux difficultés de commercialisation de la production de certains états.

Il faut par ailleurs noter que les pays arabes qui ne produisent pas, pour une raison ou pour une autre, (manque de capitaux, de matières premières), des produits de base ou intermédiaires sont en revanche consommateurs de ces produits intermédiaires ou finaux dont leurs industries de transformation ont besoin pour fabriquer plastiques, fibres, résines et détergents. Ces entreprises, souvent de petites tailles et disséminées dans les divers états de la région, doivent donc s'approvisionner dans les pays industrialisés, imités parfois en cela par les pétrochimistes, ces derniers étant limités par la gamme restreinte de leur production.

On peut donc encore déplorer le peu de progrès qui ont été accomplis en pratique dans l'intégration verticale de ce secteur industriel. Cependant dans ce domaine particulier, les EAU s'inscrivent en promoteur de l'intégration de la pétrochimie. Par exemple les raffineries régies par l'ADNOC (Abu Dhabi National Oil Company) produisent du chlore et de la soude caustique pour les marchés locaux et régionaux. De même le développement des installations de l'ADGAS (Abu Dhabi Gas Liquefaction Company), dans l'île de Das, associé au développement de la production de gaz dans le district de Habsan, ont favorisé la production de soufre liquide. Enfin ADNOC et la société pétrolière française TOTAL dirigent et exploitent conjointement une usine d'engrais azotés dans la zone industrielle de Al-Ruwais.

Le développement de la pétrochimie dans les EAU doit s'inscrire dans ce contexte en favorisant la production de produits intermédiaires et finaux contribuant ainsi au développement économique du monde Arabe.

## Une nécessaire coopération au sein du monde Arabe

### -A- A l'échelle régionale

La coopération entre pays arabes dans le domaine pétrochimique constitue, non seulement une assurance de son développement, mais aussi une solution à certaines des difficultés qu'elle rencontre. Ce secteur industriel doit en effet faire face à de nombreux déséquilibres qui s'ajoutent parfois à des surcapacités structurelles de production. Cette industrie souffre d'avoir été bâtie selon des visions nationales, avec une très relative préoccupation des débouchés internationaux ou régionaux. Une coopération pourrait donc avantageusement y remédier en permettant l'échange de composés à différents stades de la production, des transferts de technologies, des formations communes, la création de Joint Ventures... à divers niveaux (régionaux, intra régionaux, internationaux), entre entreprises ou avec des centres de recherches. Un développement de la coopération entre les états de la région pourrait également permettre une meilleure répartition d'une production mieux planifiée.

Il convient ici de rappeler que la coopération économique est demeurée, depuis la désintégration de l'empire Ottoman et l'émergence du concept d'unité arabe (après la seconde guerre mondiale), au centre des discussions, tant au niveau politique, industriel, que dans les populations concernées.

Avec la création de la ligue arabe, suivie par une pléthore d'institutions qui reçurent mandat de s'intéresser aux aspects légaux, sociaux, culturels, financiers, commerciaux et industriels, les efforts des pays de la région semblaient avoir pris une nouvelle dimension. On peut donc s'étonner que la multiplication de ces structures n'ait pas encore connu un succès correspondant.

Les formes les plus prometteuses de coopération sont celles qui ont été menées au niveau régional et sub-régional, telles que la formation en 1981 du Conseil de Coopération du Golfe entre l'Arabie Saoudite, Bahreïn, les Emirats Arabes Unis, Koweït, Qatar et Oman, suivie par celle de l'Union du Maghreb Arabe entre l'Algérie, la Libye, le Maroc et la Tunisie. Les objectifs de ces associations sont de développer la coopération et l'intégration à différents niveaux entre les participants. Si l'on prend l'exemple du premier, l' A.C.C.G.: de nombreuses mesures tant macro-économiques que politiques ont été prises, ce qui a sans doute favorisé l'augmentation du nombre de Joint Ventures créées à l'intérieur de la zone.

En temps que membre de l'AGCC et de la Ligue Arabe, les EAU sont donc bien placés pour renforcer la coopération régionale au sein du monde Arabe. Le but de cette coopération est de renforcer la paix dans la région en créant des interdépendances économiques et politiques entre les états.

### -B- Au niveau sectoriel

L'industrie pétrochimique recèle, quant à elle, des prédispositions à l'intégration verticale. Le concept de complexe pétrochimique n'est en fait que l'habillage d'une intégration verticale du traitement des matières premières, à celui des produits de raffinage, puis à celui des produits de base, intermédiaires et finaux. Cette approche technologique globale, dont une des causes est liée au cycle de création et d'utilisation de l'énergie, apparaît comme optimisant la rationalité économique.

Plus importante encore est l'intégration du secteur pétrochimique avec les autres secteurs économiques. La contribution réelle de l'industrie pétrochimique au développement régional est largement dépendante de sa capacité à accélérer le développement des secteurs vitaux de l'économie (agriculture, construction, industries lourdes et légères, communication...). La diversité notable des produits pétrochimiques et de leurs applications donne à ce secteur une position économique clef qui ne pourrait qu'être avantageusement employée pour favoriser une intégration économique régionale.

Les avantages d'un développement plus coordonné des industries pétrochimiques nationales apparaissent donc importants. Ils constituent sans doute un des remèdes qui pourrait être apporté aux maux, énumérés plus haut, dont elles souffrent. Cette coordination, dans un domaine si étroitement lié au développement économique et industriel pourrait également constituer un intéressant embryon d'entente dans une région où les antagonismes sont souvent prompts à s'exprimer. La route semble néanmoins encore longue, et la nécessité de cette coopération ne saurait dissimuler les difficultés qu'elle devra surmonter.

Dans ce domaine particulier, les EAU possèdent un atout certain. En effet, outre la création de compagnies nationales pétrolières dans les différents Emirats, les EAU ont mis en place, en 1988 un Conseil Suprême du Pétrole (SPC) présidé par Cheikh Khalifa bin Zayed Al Nahyan. Le SPC définit la politique des EAU en matière de pétrole et de gaz naturel. Il permet la coordination des industries pétrochimiques des différents Emirats.

L'expérience de coordination, dans le domaine de la pétrochimie, réussie par les EAU doit servir d'exemple pour promouvoir l'intégration sectorielle de la pétrochimie au sein du monde Arabe.

### **Problèmes et obstacles**

Ces difficultés qui se dressent sur le chemin de la coopération régionale sont plurielles:

- La pauvreté des liens économiques qui unissent les pays de la région : Le commerce interarabe, malgré une récente diversification tant géographique que sectorielle, ne représente encore qu'un pourcentage restreint du commerce de la zone avec le reste du monde (7,1% des importations et 7,5% des exportations). Comparée au commerce inter-régional d'autres groupes de pays (CEE par exemple), cette part est négligeable.
- Le rôle limité des acteurs économiques principaux, qu'ils soient publics ou privés, qui laisse le champ libre aux gouvernements.
- L'absence de structures et de politique économique commune qui permettrait la promotion de la coopération et de l'intégration entre les pays arabes.
- La diversité des stades de développement des pays de la région qui s'ajoute parfois à leurs déséquilibres structurels.
- La mauvaise répartition du développement technologique et la dépendance de nombreux pays de la région à la technologie et au savoir-faire étranger. Dépendance qui conditionne celle des gains de productivité, de Recherche et Développement, de contrôle de qualité...

Les EAU échappent, en ce qui les concerne, à ces difficultés grâce à :

- une économie stable et un développement évident,
- expérience d'une coordination de la pétrochimie au sein des Emirats,
- dimensionnement de l'industrie pétrochimique nationale pour un marché mondial,
- accès au savoir faire étranger par l'intermédiaire des échanges compensés (offset).

## *La haute technologie, facteur de développement de la France au sein de l'Europe*

Tout comme les EAU peuvent jouer un rôle important dans le monde Arabe par l'intermédiaire de la pétrochimie, la France souhaite maintenir une place importante en Europe compte tenu de sa position en tant que membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU et des capacités de son industrie dans le domaine de la technologie de pointe.

### **Puissance nucléaire membre du conseil de sécurité**

La France est le seul pays d'Europe qui possède une force de dissuasion nucléaire indépendante. La possibilité d'offrir un "parapluie" nucléaire, indépendant de celui des Etats Unis (OTAN), aux autres pays européens, donne à ce pays une position politique unique en Europe.

De plus, avec la Grande Bretagne, la France est membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU. Cette position exceptionnelle, comparée aux autres pays européens, procure aussi une voix prépondérante à ce pays dans le cadre des discussions européennes.

La France possède donc deux atouts politiques majeurs pour faire entendre sa voix au sein de l'Europe. De plus ces atouts doivent permettre à la France de prendre une position privilégiant les intérêts des EAU dans le cadre des instances internationales (par exemple concernant la question des trois îles dans le Golfe).

### **Industrie militaire et haute technologie**

L'Europe est actuellement essentiellement une union économique et douanière entre différents pays. Pour tenir une place dans une telle organisation, le poids politique ne suffit pas. La position de la France en Europe est donc renforcée par sa position de leader dans le domaine de la technologie de pointe.

Si l'on fait le bilan des capacités de la France dans le domaine de la technologie de pointe, on se rend compte que ces capacités ont été obtenues grâce aux développements dans le domaine de l'industrie militaire. Différents exemples nous permettent d'illustrer ce propos.

#### **-A- Nucléaire**

Premièrement dans le domaine du nucléaire, il est indéniable que le développement du nucléaire militaire lié aux charges nucléaires et à la propulsion pour les sous-marins et les bâtiments de surface a fortement contribué au développement du nucléaire civil pour la production d'énergie. La France de se positionner comme leader sur ce marché porteur qui inclut toutes les phases de production, utilisation, retraitement et stockage du combustible nucléaire (Les Défis du CEA - Janvier 97).

#### **-B- Satellites**

Dans ce domaine aussi, les développements militaires et civils ont été complémentaires tant pour les charges utiles que pour les plates-formes spatiales. On peut par exemple citer les développements parallèles des capteurs commerciaux de SPOT, des capteurs scientifiques d'ISO et des capteurs militaires d'HELIOS (Revue Aérospatiale - Février 1997). En ce qui concerne les plates-formes spatiales, un bon exemple est donné par le système PROTEUS, développé pour l'agence civile CNES, et qui est proposé pour des satellites d'observation militaire à faible coût.

#### **-C- Lanceurs**

La France, avec le programme ARIANE, se trouve en bonne position sur le marché des lanceurs civils. En fait, le programme ARIANE est issu du programme DIAMANT qui a servi

à la mise au point de lanceurs civils et de missiles balistiques destinés à la force de dissuasion nucléaire nationale (Aérospatiale Espace & Défense 1996).

#### -D- Aéronautique

Dans le domaine de l'aéronautique, il est indéniable que les réalisations militaires d'EUROCOPTER doivent beaucoup au marché des hélicoptères civils et réciproquement. En ce qui concerne les avions, le rapprochement annoncé entre DASSAULT et AEROSPATIALE devrait renforcer la synergie existante entre le civil et le militaire. Cette synergie est déjà illustrée au niveau des commandes de vol électriques et des visualisations de l'IHS (Interface Homme Système).

#### -E- Automobile

C'est un domaine où la technologie développée pour les applications militaires s'introduit petit à petit. On pourrait citer par exemple, l'utilisation croissante de l'électronique et des matériaux composites. L'introduction de ces deux technologies a en fait conduit les constructeurs automobiles à s'appuyer sur les compétences de l'industrie aéronautique dans le domaine de la compatibilité électromagnétique.

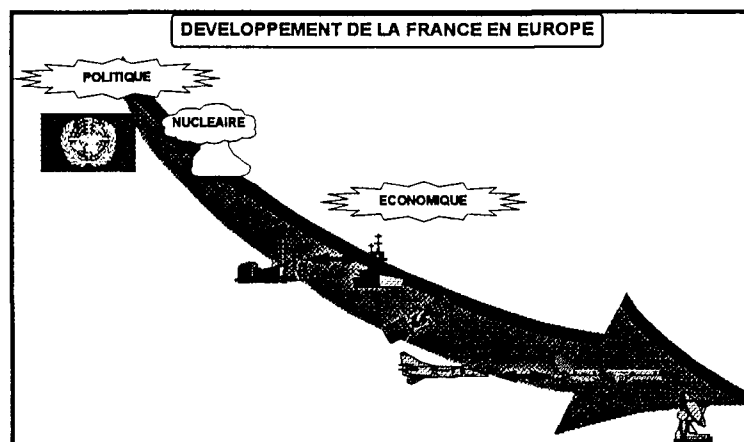
#### -F- Communications

Ce domaine, après la prédominance dans les années 80 des communications militaires, subit actuellement une tendance inverse liée à l'explosion des communications civiles. En effet, il apparaît de plus en plus que les solutions adoptées dans le domaine civil ont un intérêt militaire évident. Un exemple frappant concerne l'ATM (Asynchronous Transmission Mode), norme développée pour le civil, qui est en passe de devenir aussi un standard militaire (Télécom Automne 1996). L'effort entrepris en France pour rapprocher le domaine militaire (THOMSON-CSF) et le domaine civil (ALCATEL) illustre parfaitement cette synergie croisée entre civil et militaire.

#### -G- Pétrochimie

Dans ce domaine aussi la France possède des atouts technologiques majeurs grâce à la forte implication des industries nationales (ELF et TOTAL) dans le marché mondial. Par exemple TOTAL est spécialisé sur les technologies du caoutchouc industriel (avec Hutchinson) et les produits de revêtements (résines, encres, peintures et adhésifs). ELF Atochem est spécialisé dans la chimie de base, la pétrochimie, la chlorochimie et les engrais.

Tant au niveau politique qu'économique, la France possède de nombreux atouts pour faire entendre sa voix au sein de l'Europe. De plus, les développements dans le domaine de la haute technologie constituent par excellence la base des échanges compensés (offset) avec les EAU.



## UNE COOPERATION EQUILIBREE : ACHAT D'ARMEMENT ET ECHANGES COMPENSES (OFFSET) PETROCHIMIE

### *La pétrochimie : Une chance pour les EAU et le monde Arabe*

L'analyse précédente a montré le rôle prépondérant que peuvent tenir les EAU au sein du monde Arabe. Ce rôle est lié au développement de l'industrie pétrochimique qui devrait permettre une meilleure intégration des pays Arabes. En effet, l'industrie pétrochimique connaît, à l'échelle internationale, une période de relative stabilité qui contraste avec la récession de la fin des années 70 et du début des années 80. Après les mesures de rationalisation et de restructuration de la production qu'elle a entraînées, les efforts semblent aujourd'hui se concentrer davantage sur l'optimisation de l'utilisation des capacités de production que sur la construction de nouvelles structures.

Le processus de concentration de l'industrie pétrochimique a atteint, dans les pays industrialisés, un degré inégalé; il en résulte un petit nombre de pays producteurs de produits dérivés (France, Japon, Etats Unis...), très spécialisés, qui tirent le meilleur profit de la recherche développement pour optimiser leurs stratégies commerciales.

La plupart des difficultés héritées de la récession mondiale sont aujourd'hui dépassées grâce aux restructurations qui ont été opérées. Toutefois l'avenir du secteur de la pétrochimie contient un bouleversement des flux de production. L'émergence des productions pétrochimiques des pays en voie de développement cantonne déjà les productions des pays industrialisés dans les produits technologiques à haute valeur ajoutée.

C'est donc dans ce contexte qu'il faut comprendre le développement de l'industrie pétrochimique dans les pays arabes. Ceux-ci, qui bénéficient de richesses naturelles enviabiles ont jusqu'à présent limité leurs productions à quelques dérivés. Toutefois le très fort potentiel qui existe dans la région, tant en termes de facilités de production, qu'en termes d'immaturité des marchés locaux, devrait inciter les pays de la région à prendre une conscience renouvelée de leurs déséquilibres commerciaux.

L'un des challenges, sinon le défi principal que devront relever les pays arabes pour améliorer la situation demeure sans doute l'établissement d'une coopération à l'échelle régionale. Même si aujourd'hui les efforts qui ont été entrepris n'ont guère dépassé les espérances, il convient de souhaiter que l'apaisement récent des tensions régionales aura un impact favorable sur l'établissement d'une politique de concertation.

Le rôle des EAU dans cette politique de concertation est à plusieurs niveaux :

- exemple de première tentative d'unification réussie du monde Arabe.
- indépendance des sources d'approvisionnement en pétrole brut,
- industrie pétrochimique adaptée aux besoins du marché mondial,
- expérience concrète de la coopération économique dans le domaine de la pétrochimie.

*Les ventes d'armement : Une chance pour la haute technologie française.*

Comme cela a été démontré dans le chapitre précédent, le développement de la haute technologie en France doit beaucoup à l'industrie de l'armement. Or l'industrie de l'armement dans ce pays subit actuellement deux chocs consécutifs :

- Le premier concerne la réduction des budgets militaires, due à la disparition de la menace traditionnelle du Pacte de Varsovie et aux pressions économiques nécessaires à l'avènement la monnaie unique Européenne.
- Le second concerne la restructuration industrielle pour faire face à cette réduction des budgets et à la concurrence des Etats Unis.

Dans ces conditions, il est impératif, pour pouvoir maintenir le rôle de la France au sein de l'Europe, de trouver des partenaires économiques étrangers intéressés par l'armement français.

La poursuite des ventes d'armement à des clients étrangers est certes un premier pas pour aider au développement de la technologie de pointe française. Cependant cette action est limitée car les armements proposés sont généralement issus de besoins nationaux pas toujours en accord avec ceux des clients potentiels. Une coopération plus en amont est à envisager avec des partenaires privilégiés, cette coopération devrait inclure leurs participations aux phases initiales de recherche et développement en vue de proposer des produits correspondants non seulement aux besoins français, mais aussi aux besoins des pays amis. Cette coopération permettrait aussi d'élargir le spectre de clients potentiels pour les produits de l'industrie de l'armement française.

Cette coopération en amont avec les EAU est parfaitement illustrée par le récent contrat d'armement des avions de combat. En effet le MIRAGE 2000-9 est une version spécifiée pour les EAU, qui prend en compte les besoins en capacités air-sol des Emirats et les performances de combat air-air du MIRAGE 2000-5. Ce contrat permet, d'une part aux EAU d'obtenir un avion répondant à leurs besoins, et d'autre part à l'industrie française de disposer pour le marché mondial d'un avion de combat concurrentiel de ceux proposés par l'industrie des Etats Unis et de la Russie. Ce qui renforce la position économique et politique de la France.

Suite à l'exemple précédent, il est primordial de souligner la nécessité d'une coopération équilibrée entre les EAU et la France pour renforcer les intérêts économiques et politiques des deux partenaires.

## CONCLUSION

Ce dossier traite, dans un premier temps, les similitudes entre les EAU et la France. Ces similitudes existent à différents niveaux : politique, militaire et économique.

Il en résulte que de par leur position unique dans le domaine politique, militaire et économique, les EAU et la France sont destinés à apporter une forte contribution à l'avenir du monde Arabe et de l'Europe.

Dans un second temps, ce dossier traite la nature des liens qui unissent les deux pays, ces liens convergent vers deux thèmes prépondérants : sécurité et développement économique.

Il est donc évident que la sécurité régionale est renforcée par un accord de défense entre la France et les EAU, l'accord de défense étant concrétisé par les achats d'armement français par les EAU. Ces achats d'armement donnent lieu à des échanges compensés (offset) qui serviront au développement économique des EAU.

Dans un troisième temps, ce dossier replace les deux pays dans leur contexte, en décrivant leurs cartes maîtresses :

Les cartes maîtresses des EAU dans le domaine de la pétrochimie pour le monde Arabe sont multiples : forte coopération économique au sein de l'AGCC, expérience d'une coordination de la pétrochimie au sein des Emirats, adaptation de l'industrie pétrochimique nationale au marché mondial, accès au savoir faire étranger par l'intermédiaire des échanges compensés.

Pour la France, ses cartes maîtresses au sein de l'Europe sont : le fait d'être une puissance nucléaire et membre du Conseil de Sécurité de l'ONU, le fait de disposer d'une industrie de pointe dans le domaine de la haute technologie.

De plus, les développements dans le domaine de la haute technologie constituent par excellence la base des échanges compensés (offset) avec les EAU.

Enfin ce dossier analyse ce que pourrait être une coopération équilibrée des deux pays autour des thèmes :

- achat d'armement pour renforcer la place de la haute technologie française en Europe,
- échanges compensés (offset) dans la pétrochimie pour renforcer l'intégration des EAU au sein du monde Arabe.

La coopération équilibrée entre les EAU et la France permet de renforcer les positions économiques et politiques des deux partenaires.

La coopération entre les EAU et la France ainsi développée et préconisée présente les avantages suivants :

- Renforcement de la stabilité régionale au sein du monde Arabe compte tenu, d'une part des accords de défense et des possibilités d'interopérer entre les armements des deux pays, d'autre part du rôle de la France au sein du conseil permanent de sécurité de l'ONU.
- Catalyse du développement des deux régions :
  1. Pérennité de la haute technologie en France et développement des applications tant civiles que militaires pour l'intégration et le maintien de la compétitivité de l'industrie Européenne.
  2. Développement de la pétrochimie aux EAU et contribution à l'intégration nécessaire des économies du monde Arabe.

Cette coopération originale, basée sur des intérêts réciproques bien compris et partagés est un puissant facteur de stabilité à l'échelle du monde. En effet, seules les alliances entre des puissances économiques de taille moyenne constitueront les pôles forts d'équilibre régionaux et inter-régionaux. Le lien exemplaire et équitable créé entre ces deux états solidaires est générateur de progrès et de croissance tant pour le monde Arabe que pour l'Europe. C'est à ce titre que la politique de coopération en matière de sécurité et de développement engagée entre les deux pays aux destins similaires doit être poursuivie pour contribuer à l'instauration de la paix dans le monde.

## Bibliographie

- 1- Jane's Sentinel - United Arab emirates - 1997.
- 2- Emirats Arabes Unis - Revue annuelle 1996.
- 3- Petroleum chemistry and refining - Western Research Institute - 1997.
- 4- Simulation : Une garantie pour les armes de demain - Les défis du CEA- Janvier 1997.
- 5- ISO à un an - Revue AEROSPATIALE - Février 1997.
- 6- History of the French ballistic force - AEROSPATIALE Espace & Défense - 1996.
- 7- De l'ATM pilote à James - Télécom - Automne 1996.